

D'ici le 31 mars, 6 848 personnes risquent d'être remises à la rue en Ile-de-France !

Au 31 mars, l'ensemble des 6 848 places d'hébergement ouvertes dans le cadre de la mobilisation hivernale et du plan grand froid sont menacées de fermeture. Et ce, en dépit du principe de continuité de l'hébergement, inscrit dans le Code de l'Action Sociale et des Familles, qui prévoit qu'à toute personne mise à l'abri temporairement, il soit proposé une orientation vers une solution de logement ou d'hébergement adaptée.

Les efforts réalisés pour maintenir les personnes en hébergement à la fin de l'hiver ne sont pas renouvelés au même niveau que les années précédentes, et nous craignons des conséquences sociales et sanitaires désastreuses. Ce sont notamment, des personnes isolées et des familles qui seront remises dans les rues.

Cette situation traduit un manque de volonté politique de sortir de la logique de l'urgence et d'une gestion de l'hébergement uniquement « au thermomètre », mettant à mal les parcours d'insertion initiés durant la période d'hébergement.

Pour en sortir, un plan ambitieux de production de logements sociaux est indispensable. Ainsi, le schéma régional de l'habitat et de l'hébergement préconise de construire a minima 37 000 logements locatifs sociaux par an en Ile-de-France, dont environ un quart « très sociaux » (les associations demandent d'augmenter cette part à 35%), pour les personnes en situation de grande précarité.

Par ailleurs, le nombre de places d'hébergement est structurellement insuffisant et en partie inadapté pour accueillir toutes les personnes ayant des difficultés de logement : malgré les 103 000 places d'hébergement financées par l'Etat à l'année, trop de personnes restent à la rue. De plus, les dernières annonces de l'Etat nous font craindre un retour en arrière en matière d'accueil et d'accompagnement des personnes les plus démunies.

Ainsi la Fédération des Acteurs de la Solidarité Ile-de-France (FAS IdF) demande le maintien d'une capacité d'hébergement digne, afin d'éviter la remise à la rue des personnes à la fin de l'hiver, et l'amplification rapide de la production de logements très sociaux. La solidarité est un réel investissement pour tous. L'Etat doit s'engager !

Contact presse :

Isabelle MEDOU-MARERE, isabelle.medou-marere@federationsolidarite-idf.org